

Corée du Sud : les manifestations aux bougies renversent la présidente Park

vendredi 30 décembre 2016, par [WON Youngsu](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2016).

Le 9 décembre dernier, le parlement sud-coréen a voté par 234 voix contre 56, avec 7 votes nuls et 2 abstentions, l'« empêchement » (*impeachment*) de la présidente Park Geun-hye, élue en 2012 et qui est nulle autre que la fille du dictateur le général Park Chung-hee (1917-1979), président de la République de 1962 à 1979 [1]

Sommaire

- [Le plus grand scandale politique](#)
- [La présidente Park contre \(...\)](#)
- [Le rôle des médias et la \(...\)](#)
- [L'évolution des manifestations](#)
- [Les bougies en contexte \(...\)](#)
- [Les mouvements sociaux et \(...\)](#)
- [Au-delà de l'empêchement](#)

Le 9 décembre, plus de 30'000 personnes manifestaient devant le parlement pour l'occasion. Les 234 voix étaient plus que la majorité des 2/3 nécessaire, et plus nombreuses qu'attendu, mais légèrement inférieures aux 81% qui sont le taux de partisans de l'empêchement de la présidente parmi la population du pays.

Malgré la montée de la pression depuis octobre dernier pour l'obliger à démissionner, la présidente Park Geun-hye refusait de démissionner, cherchant au contraire un arrangement politique lui évitant la démission et l'empêchement. Cependant toutes ses manœuvres pour rester en fonction échouaient et la présidence avait cessé de fonctionner.

C'est une suite de manifestations réunissant de plus en plus de personnes, jusqu'à plusieurs millions, qui a obligé les député·e·s à voter l'empêchement. Le 3 décembre, elles étaient 2,3 millions. Ce fut le tournant décisif qui bloqua la dernière tentative de la présidente d'y échapper.

Les Sud-Coréens n'étaient pas seulement en colère contre le parti du gouvernement, et de la présidente, le Parti Saenuri, mais aussi contre les partis de l'opposition qui ont oscillé, sans plan ni détermination, à chaque étape des soi-disant discours d'excuses de la présidente. Les manifestations immenses chaque week-end du mois de novembre jusqu'à la plus grande de samedi 3 décembre, ont exercé une pression de plus en plus grande sur les principaux partis, tant ceux au pouvoir que ceux de l'opposition.

Le plus grand scandale politique jamais vu

L'historique bataille débuta comme une dispute entre la Maison bleue, le palais présidentiel, et le quotidien conservateur *Daily Choson*, dont les préoccupations d'opposition loyale furent méprisées

par la présidente et ses laquais. Des journalistes d'investigation ont publié une série de révélations choquantes à propos de la meilleure amie de la présidente, la femme d'affaires Choi Soon-sil, et ses divers abus de pouvoir, détournements de fonds publics avec la connivence, voire la complicité, de la présidente, ainsi que son comportement personnel immoral.

Les procureurs mirent Choi et ses complices en prison : ses chargés d'affaires personnels comme Cha Eun-taek, un directeur de vidéos musicales, et Jang Shi-ho, son neveu, des secrétaires de la présidence comme Ahn Jogbeom et Jeong Hoseong, des politiciens comme Kim Jong, ancien vice-ministre de la culture et du sport, et d'autres.

Exploitant son amitié de 40 ans avec la présidente, Madame Choi a exercé un immense pouvoir depuis l'élection de Park Geun-hye fin 2012 et son entrée en fonction début 2013. L'information qui choqua le plus fut la révélation par la chaîne JTBC, qui avait eu accès à la tablette de Madame Choi, que celle-ci corrigeait les discours de la présidente. Madame Choi a également été profondément impliquée dans la création de deux fondations, Mir et K Sprot, fondées prétendument avec les millions de dollars offerts par les principaux Chaebols, soit Samsung, Hyundai, SK (Sunkyung Group), Lotte, etc. En fait, ces fondations mystérieuses étaient utilisées pour des extorsions financières et du blanchiment d'argent.

En plus, Jung Yura, la fille de Madame Choi, a bénéficié de privilèges illégitimes tels qu'une aide financière de l'Association équestre nationale et une admission à l'Université des femmes Ewha par des procédures irrégulières. Madame Choi employait Cha et Jang comme ses agents d'affaires pour se procurer des contrats avec le gouvernement dans les sphères de la culture et des sports.

Le pouvoir caché et les privilèges de Madame Choi faisaient miracles, maniant des centaines de millions de dollars des budgets de l'Etat, au travers de ses entreprises de papier en Corée et en Allemagne. Cette femme que peu de gens connaissaient était une actrice clé derrière la présidente. Quand ce mystère a enfin été élucidé, la Boîte de Pandore de la vérité s'ouvrit alors.

La présidente Park contre les partis

La crise du régime de Madame Park était prévisible. Aux élections d'avril 2016, le Parti Saenuri au pouvoir souffrit une grande défaite et perdit la majorité. Plusieurs de ses membres dissidents qui avaient été exclus du parti furent élus et les partis de l'opposition, malgré leurs scissions, remportèrent la majorité. Mais, bien que la défaite trouvât sa cause dans les arrogants abus de pouvoir de la fraction de Madame Park et la sélection injuste des candidats du parti, la fraction s'accrocha à la direction du parti, en défi du vote populaire.

Pour sa fidélité obstinée à la présidente, Lee Jeongheyon prit la direction du parti. Ses remarques inconvenantes furent largement moquées. C'est ainsi que le parti Saenuri se trouva gravement en crise. Quand le scandale Choi-Park fut dévoilé, le parti se divisa en ses fractions. La minorité opposée à Madame Park se joignit à l'opposition pour critiquer les scandales et la présidente. La fraction Park se retrouva isolée et les actes désespérés de quelques députés en défense de la présidente provoquèrent en réaction la colère populaire.

Les partis de l'opposition, le Parti démocrate (DP) et le Parti du peuple (PP) avaient la majorité au parlement, mais leurs réactions initiales au scandale furent plutôt hésitantes. Ils restèrent à la traîne des médias et de l'opinion publique. Ils ne surent proposer aucune mesure sérieuse pour faire face à la crise, oscillant entre lutte résolue et compromis politique. Au stade initial, l'opposition fut plutôt réticente à enclencher une procédure d'empêchement parce qu'ils n'avaient aucune confiance dans leur capacité à réunir la majorité des deux tiers nécessaire.

Bien qu'elle se joignît aux manifestations des bougies [2], l'opposition garda de manière opportuniste ses distances de la mobilisation extraparlamentaire car elle considérait sa tâche comme étant de rechercher une solution parlementaire. Cependant, tout au long du mois de novembre, la mobilisation populaire ne cessa de croître à une échelle massive au-delà de ses attentes, tant et si bien qu'il ne resta à l'opposition plus d'autre choix que de suivre l'opinion populaire et mettre en route la procédure d'empêchement.

Face à des manifestations gigantesques, la présidente Park tenta sa dernière manœuvre avec son dernier discours du 29 novembre. Tout en évoquant pour la première fois son intention de se retirer, elle proposa que le parlement décide de la manière sans mentionner aucun détail. Cela fut interprété comme une manœuvre pour échapper à l'empêchement. Une partie de la fraction de son parti opposée à elle fit bon accueil à sa proposition et décida de ne pas se rallier à l'empêchement à condition que la présidente clarifie la date exacte de sa démission.

Cependant, la méga-manifestation du 3 décembre exprima on ne peut plus clairement la volonté du peuple indigné : la démission immédiate, inconditionnelle, de la présidente. Sous cette pression montante, les dissidents du parti au pouvoir renoncèrent à une solution politique basée sur un compromis et se joignirent à l'opposition en faveur de l'empêchement. C'est ainsi que la fraction de la présidente fut exposée à la vue du public et la voie était ouverte pour l'empêchement.

Le rôle des médias et la limite de leur hégémonie

Dans cette bataille historique, ce sont les médias, et en particulier les médias conservateurs, qui ont joué un rôle clé. Chaque jour, depuis fin octobre jusqu'à aujourd'hui, ils ont révélé un large éventail d'abus de pouvoir, corruption et irrégularités. Quotidiennement, d'innombrables actes injustifiés, illégaux, et illégitimes, de Mesdames Park et Choi et leurs complices furent dévoilés. Certaines des chaînes TV par câble parlaient des scandales 24 heures sur 24.

Les médias en Corée du Sud sont essentiellement la propriété privée de nababs conservateurs des médias ou fortement liés au grand patronat. Dans l'ensemble, les journaux et câbles conservateurs soutenaient la présidente Park et son gouvernement conservateur. Et certains de ces médias sont des vulgaires exutoires des extrémistes de droite anti-communistes, anti Corée du Nord.

De leur côté, les médias progressistes ou libéraux sont plus petits et leur influence est plutôt limitée. *Hangyeoreh Shinmoon* et *Gyeonghyang Quotidien* critiquaient le gouvernement, mais parmi les chaînes TV, JTBC, bien que liée à Samsung, était considérée comme le seul média anti-gouvernemental, sous l'influence de Sohn Seokhee qui avait quitté la chaîne MBC contrôlée par le gouvernement.

C'est la révélation par la chaîne JTBC du contenu de la tablette PC de Madame Choi Soon-sil le 24 octobre qui fut le déclencheur décisif de toute une suite de crises politiques, bien que la TV Chosun ait préparé une attaque systématique par une couverture plus intense des scandales. Les articles équilibrés et l'approche démocratique de JTBC ont gonflé sa popularité et sa crédibilité aux dépens des chaînes gouvernementales KBS et MBC, et des autres.

Dans ce tir de barrage de révélations scandaleuses, les médias dans leur ensemble, qu'ils soient conservateurs, libéraux, ou progressistes, ont été unis dans la critique du gouvernement corrompu, rivalisant même à ce propos. Dans l'ensemble, la couverture médiatique extensive a conduit à une terrible explosion de colère et d'indignation, et finalement aux méga-manifestations sans précédents.

Toutefois, les médias ont été choqués par la dimension énorme de la mobilisation et usèrent de leur influence pour entraver la force des manifestations aux bougies. Les médias ont prêché la non-violence, soulignant constamment la différence entre les manifestations aux bougies et l'approche de confrontation du mouvement social. Il semble que l'hégémonie des médias conservateurs a fonctionné et les manifestations aux bougies, quoique de plus en plus grandes jusqu'à échapper à leur contrôle, restèrent pacifiques et civiles.

Le 3 décembre a été le tournant. Après le discours de la présidente Park, les médias conservateurs ont commencé à plaider pour une solution politique dans le cadre de l'ordre et la loi, sans attaquer directement la mobilisation des bougies. On a pu entendre de plus en plus de voix de faiseurs d'opinion d'extrême droite. Cependant, la taille à elle seule des manifestations du 3 décembre a submergé toute manœuvre des médias conservateurs, qui se sont mis à pencher pour l'inévitabilité de l'empêchement de la présidente.

L'interaction dialectique, dynamique, entre les médias et les mobilisations de masse auront été le facteur clé qui a déterminé le parcours politique de cette crise. Au début, les médias semblaient avoir le dessus, mais les manifestations aux bougies de plus en plus grandes ont persisté et finalement prévalu, forçant le cours de cette bataille historique.

L'évolution des manifestations aux bougies

Bien que les révélations des médias fussent choquantes, les manifestations ont débuté comme d'habitude : une veillée aux bougies sur la Place Cheonggye, un site historique de la protestation. Le premier week-end après les révélations de la chaîne JTBC, ce furent 30'000 personnes qui se sont réunies pour critiquer la présidente et demander sa démission.

Avec la couverture quotidienne des scandales par les médias, la colère populaire a explosé, et l'indignation que suscita le discours de Madame Park du 4 novembre a conduit 200'000 personnes à se joindre à la manifestation des bougies le 5 novembre, signalant le début des méga-manifestations. Le 12 novembre, vit l'escalade à un million de personnes manifestant avec leurs bougies. La dimension de la mobilisation spontanée était hautement explosive, battant tous les records les week-ends suivants :

29 octobre : 30'000
5 novembre : 200'000
12 novembre : 1'000'000
19 novembre : 1'900'000
26 novembre : 1'500'000
3 décembre : 2'320'000

Les manifestations aux bougies en venaient à dominer la politique du pays. Les excuses déshonnêtes de la présidente et des révélations supplémentaires ont provoqué le gonflement des manifestations les 19 et 26 novembre. L'ordre de grandeur du million de manifestations devenait la norme.

Le discours de Madame Park du 29 novembre provoqua la plus grande manifestation populaire dans l'histoire de la Corée du Sud. Toutefois, la réaction de l'appareil d'Etat ne fut jamais docile. La police essaya de fixer des strictes limites aux cortèges de manifestants. Elle installa des longs barrages de bus parkés pour bloquer les alentours du lieu de réunion des manifestants et n'autorisa personne à s'approcher de la Maison Bleue de la présidence.

Mais une décision de justice défia le fanatisme policier. De manière répétée, le tribunal jugea que le

devoir de la police était de protéger les citoyens qui défilaient et non pas de les arrêter. C'est ainsi que chaque fois les cortèges aux bougies purent se rapprocher de plus en plus de la Maison Bleue. Le 3 décembre, le cortège s'en approcha à 100 mètres.

Pour tenter de brider les manifestations aux bougies, la police publiait des estimations sévèrement diminuées du nombre des manifestants, en déni du fait évident que c'étaient des millions. Cependant, les médias mirent en doute la méthode de calcul employée par la police et confirmèrent l'authenticité des nombres de manifestants basés sur une autre méthode, scientifique.

Face à ces manifestations géantes, les groupes réactionnaires favorables à la présidente, s'essayèrent à des contre-manifestations. Elles furent organisées le week-end mais ne réunirent jamais plus que quelques milliers de personnes. Même ces maigres rassemblements étaient remplis de personnes âgées payées pour l'occasion.

Les bougies en contexte historique

Historiquement, après la Deuxième Guerre mondiale, la Corée fut libérée de l'impérialisme japonais mais divisées en deux par la politique de la Guerre froide et souffrit une sanglante vraie guerre meurtrière de 1950 à 1953. Au sortir de cette guerre, en 1953, la Corée était divisée définitivement. La Corée du Sud fut incorporée au système mondial capitaliste sous hégémonie états-unienne et politiquement dominée par des dictatures anticommunistes : Rhe Shingman (1948-1960), Park Chunghee (1960-1979), le père de Madame Park Geun-hye, et Chun Doohwan (1980-1987).

Les mobilisations de 1987

Le mouvement populaire pour la démocratie amena la Révolution d'Avril de 1960 interrompue par le coup d'Etat de Park père, puis une brève liberté lors du Printemps de la Démocratie en 1980. Mais le mouvement populaire pour la démocratie se heurta sans cesse à une répression sévère, jusqu'au Soulèvement de juin 1987 et sa victoire partielle. Depuis 1987, la Corée du Sud est considérée formellement une démocratie, mais sous un régime conservateur parce que le soulèvement de juin 1987 ne réussit pas à renverser complètement la dictature militaire.

Avec la crise financière asiatique de 1997, et sous les auspices du FMI, le changement de régime fut rendu possible et le processus de démocratisation avança un peu sous le régime libéral pendant 10 ans des présidents Kim Daejung (1997-2002) et Rho Moo-hyun (2003-2007). Mais malheureusement, cela s'accompagna du virage néo-libéral. Après la « décennie perdue », les conservateurs revinrent au pouvoir avec Lee Myeonbak (2008-2012) et la Madame Park Geun-hye (2013 à aujourd'hui).

La domination conservatrice actuelle fut rendue possible par la récession économique et le piètre bilan des libéraux. La nostalgie des vieilles générations pour les chefs puissants fit monter la popularité de Madame Park malgré ses politiques néolibérales anti-populaires.

La protestation aux bougies de 2016 peut être vue comme la continuation historique du soulèvement de juin 1987 quand les étudiants et les citoyens se sont battus dans les rues durant trois semaines contre la police, remportant la victoire malgré les gaz lacrymogènes et les arrestations en masse. Le soulèvement de 1987 jeta la base pour la démocratie mais les processus ultérieurs échouèrent à approfondir cette démocratie.

Dans un sens, le gouvernement de Madame Park fut une tentative réactionnaire de faire revivre le fantôme de la dictature de son père qui développa l'économie dans les années 1960.

Les manifestations aux bougies de 2016 ont définitivement enterré les vestiges de la dictature et procurent des fondements plus solides pour la démocratie dans toutes les sphères de la société. Le récent mouvement des bougies a une fois de plus prouvé que le vrai moteur de l'histoire, c'est le pouvoir du peuple dans les rues et sur les places, et non pas la politique institutionnelle.

Les mouvements sociaux et la protestation aux bougies

Les mouvements sociaux en Corée ont fait des grandes contributions à la démocratisation et à la justice sociale. Mais après des hauts et des bas, et la constante répression par le régime, deux des piliers historiques des mouvements sociaux, le mouvement étudiant et le mouvement syndical, ont perdu leur force.

Bien sûr, dans le courant de la démocratisation, les mouvements sociaux ont élargi leur influence dans la société et ont milité en faveur de nombreuses réformes progressistes. Toutefois, l'effort historique pour construire un parti politique progressiste a échoué même si le Parti progressiste de la Justice (PJP) a pu survivre comme un parti mineur au parlement. Mais le Parti progressiste unifié (UPP) a été dissous en 2014 sous l'effet des attaques outrageantes du gouvernement de Madame Park et de par ses propres erreurs politiques.

Les veillées à la bougie sont un phénomène relativement nouveau qui débuta comme forme de protestation en 2002 quand deux écolières furent tuées écrasées sous les chenilles d'un char d'assaut états-unien. Les manifestations aux bougies de 2002 furent un moment clé de la lutte de masses anti-impérialiste et anti-Etats-Unis.

Les manifestations aux bougies de 2008

En 2008, juste après l'entrée en fonction du président conservateur Lee Myeongbak, des jeunes écolières ont commencé à manifester contre la récente décision du gouvernement d'importer de la viande de bœuf des Etats-Unis sans contrôles sérieux. Les manifestations aux bougies de 2008 furent différentes de celles d'avant, car les manifestants se mobilisèrent par les réseaux sociaux, en un forum virtuel où proliférèrent discussions et débats.

Les manifestations aux bougies ont démontré une nouvelle dynamique jamais vue auparavant. Tous les différents groupes, la plupart organisés via les réseaux sociaux, depuis des jeunes étudiant·e-s jusqu'aux femmes au foyer, ont rejoint les veillées et les cortèges aux bougies. Les nouveaux manifestants émergents étaient libres des vieilles règles, plus libres, plus expressifs, plus divers et plus imaginatifs. Au sein de cet environnement libre et divers, des groupes d'action plus militants sont apparus et ont mené des batailles de rues contre les brutalités policières.

Le mouvement des bougies de 2008 a mené une lutte quotidienne durant quatre mois. Son apogée fut une manifestation réunissant un million de personnes pour l'anniversaire du soulèvement du 10 juin 1987. Le 15 août 2008 eut lieu la dernière grande manifestation, mais ensuite, sous la sévère répression, la protestation aux bougies déclina en tant que mouvement.

Toutefois, les manifestants aux bougies de 2008 posèrent la question de la démocratie en brandissant comme slogan l'article 1 de la Constitution : La République de Corée est une république démocratique et son pouvoir émane du peuple. En partant de la question des importations de bœuf, les manifestations défiaient l'autoritarisme du gouvernement conservateur du président Lee Myeongbak.

En comparaison avec 2008, le mouvement récent de 2016 a une base de masse plus étendue.

L'échelle des mobilisations massives a même augmenté, bien que l'intensité ou la radicalisation fussent moindres. C'est ainsi que grâce à sa détermination et à la dimension énorme de la mobilisation, les manifestations aux bougies de 2016 ont remporté une victoire décisive sur l'entièreté de l'officialité, à la différence de la défaite finale des manifestations de 2008.

En 2008, le mouvement social et les syndicats furent désarçonnés par l'émergence d'un type nouveau, différent, de manifestations et de mouvements. Par contre, en 2016, ils ne furent pas en conflit avec la base des manifestants aux bougies. Ce fut là la force essentielle des manifestations aux bougies, qui réussirent à mettre en déroute les manœuvres de division et les attaques idéologiques.

Formellement les méga-cortèges du week-end furent menés par la coalition nouvellement constituée, l'Action d'Urgence du Peuple (EPA) réunissant 1500 organisations de la société civile. Toutefois, la spontanéité submergea les secteurs organisés. Pour citer un exemple, le 30 novembre, la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) organisa une grève générale à laquelle participèrent 200'000 travailleurs et convoqua des cortèges réunissant 100'000 personnes et une marche à travers tout le pays. En d'autres temps, cela aurait été vu comme une mobilisation immense. Mais dans le contexte des manifestations aux bougies, l'intervention du mouvement ouvrier organisé n'a eu qu'un impact relativement petit.

Les manifestations aux bougies de 2016 devinrent trop grandes pour être contrôlées. Aucun groupe, aucunes forces, ne pouvait les contrôler ou les dominer. A certains égards, c'est un exemple parfait d'intelligence collective.

Au-delà de l'empêchement

Le tournant fut la méga-manifestation du 3 décembre. Auparavant, les médias conservateurs avaient prévalu et disposaient d'une hégémonie idéologique. Ces médias agitaient en faveur des manifestations en célébrant la décence du mouvement qui évitait l'attitude de confrontation violente des vieux mouvements sociaux. Après le discours de Madame Park du 29 novembre, les médias conservateurs préféraient un compromis, évitant l'empêchement, une retraite en bon ordre pour laquelle les fractions rivales du parti au pouvoir se réconciliaient.

Mais voilà, des millions de bougies exigeaient sa démission immédiate. La procédure parlementaire d'empêchement devenait le seul chemin vers une solution puisque Madame Park refusait de démissionner. La voie vers l'empêchement était libre puisque les partis de l'opposition s'unirent et furent rejoints par la fraction du parti au pouvoir opposée à la présidente [3].

On raconte que Madame Park a renoncé à des manœuvres supplémentaires afin de se défendre et aurait choisi d'affronter la procédure d'empêchement en nourrissant l'espoir ténu que la majorité des deux tiers nécessaire ne serait pas atteinte. La pression retombait donc sur les députés du parti au pouvoir de la fraction de Madame Park. Ils se trouvaient piégés entre elle et leurs propres électeurs. Voter l'empêchement signifiait punir la présidente et aussi punir son parti. Mais voter contre l'empêchement signifiait pour chaque député se priver d'une carrière future de politicien face à ses propres électeurs. Et signifiait aussi prendre le risque de manifestations encore plus grandes contre le régime dans son entier, voire une catastrophe apocalyptique.

Finalement, la base populaire toujours plus grande des bougies a prévalu sur les médias et sur la politique institutionnelle des partis. Une longue marche vers la démocratie a été ouverte par la puissance de manifestations multimillionnaires.

Les Sud-Coréens et Sud-Coréennes se sont vus attribuer le droit de vote par le gouvernement militaire d'occupation des Etats-Unis. Historiquement, la Corée du Sud n'a connu ni mouvement Chartiste ni mouvement des suffragettes [4]. Cependant, en 1987, les Sud-Coréens ont lutté pour avoir le droit d'élire le président directement, et aujourd'hui en 2016, elles/ils ont exercé leur droit de révoquer une présidente élue par erreur. Légalement, Madame Park est chassée du pouvoir par la procédure parlementaire de l'empêchement, mais en réalité, il s'agit d'une révocation par le peuple assemblé.

Le mouvement de la lumière des bougies a remporté une grande victoire historique qui va rendre la démocratie plus forte et plus étendue. Cependant, le pouvoir du peuple des bougies doit aller plus loin que la révocation de Madame Park. C'est l'heure de commencer une expérience imaginative pour révolutionner le potentiel du pouvoir populaire. Les bougies peuvent s'éteindre à nouveau, mais peuvent être rallumées à nouveau à tout moment. En ce sens, les bougies ne mourront pas.

Youngsou Won

P.-S.

* Traduction française et notes publiées par A l'encontre le 30 décembre 2016 :

<http://alencontre.org/asi/coree-du-sud/coree-du-sud-les-manifestations-aux-bougies-renversent-la-presidente-park.html>

* Original anglais daté du 9 décembre sur ESSF - suivi de mise à jour.

Notes

[1] Dans le vocabulaire parlementaire anglo-saxon, le mot impeachment désigne la mise en accusation par le parlement d'une personne occupant une haute charge publique, en vue de la destituer si la mise en accusation aboutit dans un deuxième temps à une condamnation par le haut tribunal compétent. Ici, dans le cas de la Corée du Sud, la Cour constitutionnelle qui jugera la présidente Park dans quelques mois.

Impeachment est en réalité le mot français empêchement remontant au XIV^e siècle quand prit forme le parlementarisme anglais et que le français était encore la langue officielle du royaume d'Angleterre où régnait une dynastie française, celle d'Anjou, les Plantagenets : Vieux français empeechier, issu du latin *impedicare*, prendre au piège, entraver, qui est l'étymologie du mot français moderne empêcher. Mais en Droit français actuel, empêchement a un autre sens juridique.

Dans ce vocabulaire parlementaire anglais issu de ce vieux français, on trouve aussi *act of attainder*, du vieux français atteindre signifiant condamner. Le parlement de Londres a dans son histoire passée plusieurs fois condamné pénalement quelqu'un, parfois à la mort, directement par le vote d'une loi d'atteinte portant sur une seule personne. La constitution des Etats-Unis de 1787 prive explicitement le Congrès de cette possibilité. Le parlement de Londres l'a pour la dernière fois utilisée en 1798 et en a aboli la possibilité en 1870.

C'est de ce même vieux français de l'Angleterre du XIV^e siècle que date la devise du plus prestigieux et du plus ancien ordre de chevalerie, que préside la reine d'Angleterre, l'Ordre de la

Jarretière fondé en 1348 : *Honi soit qui mal y pense* (Honni s'écrivait alors avec un seul n.)

[2] Candle Lights Protests peut aussi se traduire par Mouvement des chandelles - c'est plus joli que Mouvement des bougies. ESSF.

[3] [[Le système d'entrelacs chaebols (grands holding)-pouvoir politique-corruption bat son plein en Corée du Sud. Ainsi Moon Hyung-pyo, ministre de la Santé de 2013 à 2015, aurait fait pression sur le NPS, le Service national des pensions de retraite, pour qu'il accepte une fusion au sein du géant de l'électronique Samsung Group, afin que la passation de pouvoir au sommet du groupe se fasse sans histoires et que l'héritier naturel prenne les commandes de Samsung. Il fallait absolument que la holding Cheil Industries rachète une filiale de Samsung spécialisée dans le commerce et la construction.

Problème : des actionnaires de cette filiale s'opposent à la fusion. C'est là que Moon Hyung-pyo serait intervenu. Dans ce rapport de force entre actionnaires, l'ancien ministre de la Santé aurait très fortement encouragé le Service national des pensions de retraite à voter pour la fusion. Le NPS se trouvant être un important actionnaire de Samsung.

Le « vénérable » Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, nage aussi dans ce bain. Le Monde, en date du 28 décembre 2016 écrit :

« L'hebdomadaire Sisa-in, basé à Séoul, a affirmé dans son édition du samedi 24 décembre que M. Ban avait reçu 200'000 dollars en espèces en mai 2005, quand il était ministre des affaires étrangères du président progressiste sud-coréen Roh Moo-hyun. L'argent lui aurait été remis lors d'une réception à sa résidence d'alors, située dans la capitale sud-coréenne. Il aurait également perçu 30'000 dollars en 2007, alors qu'il venait d'accéder à la tête de l'ONU. Les fonds auraient cette fois transité par un restaurant new-yorkais.

Dès la parution de l'affaire, le porte-parole des Nations unies, Stéphane Dujarric, a dénoncé ces accusations portées contre M. Ban, les qualifiant de « complètement fausses et dénuées de fondement ». Il a annoncé l'envoi d'un courrier officiel à leur auteur, le magazine Sisa-in, pour obtenir des excuses et la rétractation de l'article accusateur.

L'argent viendrait du sulfureux Park Yeon-cha. Ancien patron du fabricant de chaussures Taekwang, il avait été condamné en 2009, à l'issue d'un procès, retentissant pour évasion fiscale et corruption de nombreuses personnalités politiques - dont des proches du président Roh Moo-hyun -, économiques et judiciaires.

Ces révélations sortent au moment où M. Ban Ki-moon, 72 ans, dont dix passés à la tête de l'ONU, prépare son retour sur la scène politique sud-coréenne, et plus spécifiquement sa candidature à l'élection présidentielle, programmée pour décembre 2017. Les rumeurs sur sa candidature courent depuis plusieurs mois. Il aurait multiplié les consultations dans les milieux conservateurs et auprès de la présidente, Park Geun-hye.

Le « Choigate », le scandale impliquant la présidente, l'a pourtant contraint à prendre ses distances avec M^{me} Park. A la suite du vote d'une motion de destitution, le 9 décembre, la présidente pourrait quitter son poste dans les premiers mois de 2017. Un scrutin présidentiel interviendrait alors dans les soixante jours.

Surnommé « l'anguille insaisissable » pour sa capacité à se faufiler entre les écueils et son goût de l'ambiguïté, M. Ban s'est adapté, refusant d'intervenir dans le « Choigate » en invoquant sa fonction à l'ONU. Devant la presse, le 21 décembre, à New York, il s'est simplement dit prêt à « aider » son pays en lui faisant profiter de son expérience.

Populaire chez les personnes âgées, M. Ban était en tête du dernier sondage réalisé par l'institut

Real Meter, avec 23,3 % d'intentions de vote, devant Moon Jae-in, figure du Parti Minjoo (opposition, centre gauche), à 23,1 %. Pour le Parti Saenuri (conservateur, au pouvoir), M. Ban représente une chance inespérée de conserver le pouvoir.

Lundi 26 décembre, Chung Woo-taik, membre influent du Saenuri, a indiqué que sa formation voulait soutenir M. Ban. Mais le parti est impopulaire et affaibli.

Mardi 27 décembre, 29 de ses 120 parlementaires, critiques de M^{me} Park, l'ont quitté. Le même jour, un conseiller de M. Ban, resté anonyme, a indiqué qu'il reviendrait en Corée du Sud vers le 15 janvier pour former une alliance politique la plus large possible « afin d'aider la Corée du Sud à franchir une nouvelle étape ».

Reste une inconnue de taille : l'incidence des révélations du Sisa-in sur sa popularité. L'opposition s'est emparée des révélations du Sisa-in : « Le parquet doit faire toute la lumière sur cette histoire », a appelé Ki Dong-min, le porte-parole du Minjoo. Connu pour le sérieux de ses investigations, l'hebdomadaire de centre gauche Sisa-in a joué un rôle majeur dans les révélations du « Choigate ».

[4] Le mouvement Chartiste, de la Charte du peuple, fut le mouvement britannique de pétitions et manifestations de masse des années 1837 à 1848 pour le suffrage universel, le vote secret, la rémunération des députés, la réforme des circonscriptions électorales et l'élection annuelle de la Chambre des Communes de Londres. Il n'eut que des satisfactions partielles dans les réformes électorales de 1867, 1872, 1911, et 1918. Le Chartisme fut une des racines importantes du mouvement ouvrier britannique. Voir à ce propos l'ouvrage de référence d'Edward P. Thomson : La formation de la classe ouvrière anglaise.